LA DOUBLE DEFAITE DU RENSEIGNEMENT CONGOLAIS :

Regard sur le renversement du régime du Président Joseph-Désiré Mobutu et l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila

par

John KASUKU MIHALI

Professeur,
Université Pédagogique Nationale

Résumé

Le gouvernement congolais dépense chaque année d'énormes ressources pour la collecte et l'analyse de renseignements, mais l'histoire de la politique interne et étrangère de la République démocratique du Congo est jonchée de faux pas et de malentendus résultant d'échecs dans le domaine de renseignement. Cet article élucide deux échecs majeurs du renseignement congolais : la croyance erronée que le régime du Président Mobutu était sécurisé et pouvait faire face à l'avancée des rebelles de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo en 1997, et l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila dans son cabinet de travail en 2001.

Mots-clés : *renseignement, échec de renseignement, politisation de renseignement, contrôle démocratique des services de renseignement.*

Abstract

The Congolese government spends enormous resources each year on intelligence collection and analysis, but the history of domestic and foreign policy of the Democratic Republic of Congo is littered with missteps and misunderstandings resulting from intelligence failures. This article examines in detail two major failures of Congolese intelligence: the mistaken belief that President Mobutu's regime was secure and could cope with the advance of rebels from the Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo in 1997, and the assassination of President Laurent-Désiré Kabila in his office in 2001.

Keywords *: intelligence, intelligence failure, politicization of intelligence, democratic control of intelligence services.*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC) est depuis longtemps un théâtre de luttes géopolitiques. Depuis son indépendance en 1960, les grandes puissances du monde ont concentré leurs ressources sur l'établissement de relations favorables avec ce pays d'une grande importance géostratégique et riche en matières premières. Durant la période de la guerre froide, les grandes puissances rivalisaient pour apporter de l'aide à la RDC afin d'acquérir une influence géopolitique sur le continent africain. Tout au long de cette période, les services de renseignement congolais ont travaillé pour, contre et avec les services de renseignement des grandes puissances, tout en cherchant à défendre les intérêts de sécurité nationale. Actuellement, les services de renseignement congolais jouent un rôle essentiel dans la sécurité et la stabilité de leur pays. Ce faisant, certaines erreurs sont parfois commises, conduisant aux déboires du renseignement. Le renversement du régime de Mobutu et l'assassinant de Laurent-Désiré Kabila sont des événements qui ont malheureusement remis en cause les services de renseignement congolais.

Cette double défaite a dévoilé l'inefficacité du système de renseignement congolais et a renforcé la connotation négative du renseignement dans l'inconscient collectif. Pour la population congolaise, qui reproche les services de ne pas avoir été capables de déjouer les complots, le renseignement est synonyme de coups tordus, d'intimidation de l'opposition politique et de violation des droits et des libertés.

Bien que la colère de la population congolaise soit compréhensible, il est important de noter que les échecs du renseignement n'arrivent pas qu'en RDC. Les échecs du renseignement ont conduit aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis d'Amérique et à une série d'attaques du Hamas sur le territoire israélien, le 7 octobre 2023. Les attaques du Hamas ont non seulement remis en cause l'efficacité du système de sécurité et de renseignement israélien, mais elles ont aussi en quelques sortes mis un terme au sentiment de sanctuarisation qui prédominait au sein de la population israélienne résultant d'une surévaluation du système de défense aérien, le dôme de fer, et de l'efficacité de la plus grande agence de renseignement du pays, le Mossad. En démontrant les failles du système de sécurité et de renseignement israélien, ces attaques surprises ont mis en exergue le manque de coopération entre

les décideurs politiques et les services de renseignement, et aussi entre les différentes agences de la communauté du renseignement israélien.

Les revers du renseignement ont tendance à être mal compris que critiqués, mais ils sont clairement importants, car ils permettent aux décideurs politiques et aux services de renseignement de se remettre en cause. La plupart des théories de la politique internationale supposent que les décideurs politiques et les services de renseignement voient le monde de manière assez précise, que les crises impliquent presque par définition des échecs du renseignement, et que de nombreuses guerres sont précédées ou provoquées par l'incapacité à prédire ce que feront les autres. Cela pose des problèmes pour nos théories ainsi que pour les États, car beaucoup de ces échecs reposent sur les attentes précises de chaque camp quant à ce que fera l'autre.

Les déboires des services de renseignement sont bien sûr perturbants pour le grand public, car ils sont souvent liés à des échecs politiques coûteux. Quand ils arrivent, le public accuse souvent les agences de renseignement, et cela fait le bonheur des décideurs politiques qui se sentent déresponsabilisés.

Cette étude examine deux revers majeurs du renseignement congolais : l'incapacité de la communauté du renseignement à comprendre les changements géopolitiques et géostratégiques qui prenaient place sur le continent africain à la fin de la guerre froide et l'assassinat d'un président de la République en fonction dans son cabinet de travail. Avant d'en dire un peu plus sur ces deux échecs, nous devons tout d'abord évoquer les concepts de renseignement, de politisation et d'échec du renseignement, qui ne sont pas aussi clair qu'on pourrait le penser.

Outre cette brève introduction et la conclusion qui en met un terme, la présente étude s'articule en quatre points : la signification du terme *renseignement* ; la politisation du renseignement ; le revers du renseignement et enfin, le renversement du Président Mobutu et l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila comme échecs du renseignement.

I. SIGNIFICATION DU RENSEIGNEMENT

Les théoriciens, les praticiens et même les agences de renseignement définissent le renseignement en fonction de l'environnement et des défis de sécurité contemporains. La Central Intelligence Agency américaine, par exemple, définit le renseignement comme la connaissance préalable du monde qui nous entoure et le prélude à la décision et à l'action des décideurs politiques américains. Généralement lorsqu'on parle du renseignement, on voit au même moment un processus, un produit et une organisation. En tant que processus, le renseignement est considéré comme un moyen par lequel certaines informations sont demandées, collectées, analysés et diffusées. Le renseignement peut aussi être considéré comme le produit de ces processus, c'est-à-dire comme les analyses et les opérations de renseignement elles-mêmes. Lorsqu'on considère le renseignement comme une organisation, on voit aussi bien l'ensemble des unités qui remplissent les différentes fonctions du renseignement que les individus qui y travaillent. Ces organisations sont communément appelées services de renseignement. Un service de renseignement est la pointe de diamant du dispositif de renseignement d'un Etat. Sa fonction est de se procurer les informations secrètes grâce auxquelles il sera possible de répondre aux préoccupations des autorités.[1]

Le renseignement n'est pas utilisé que par les États ; il est également utilisé par les sociétés commerciales comme les banques, les hôpitaux privés, les compagnies d'aviation et même les groupes terroristes. Il est donc important de considérer le renseignement uniquement comme une information destinée aux décideurs. Il convient toutefois de noter que toute information n'est pas du renseignement, mais que tout renseignement est de l'information. Le renseignement fait partie de la catégorie plus large de l'information. Ces informations sont collectées secrètement, traitées systématiquement et mises à la disposition des décideurs sous une forme utilisable afin de répondre à leurs besoins exprimés ou compris.

Il ressort clairement de ces nombreuses définitions du renseignement que le rôle principal des services de renseignement dans un Etat est d'informer et de soutenir les autorités politiques. Les services de renseignement sont censés d'une part, prévoir, détecter et analyser les menaces internes et externes à la sécurité et d'autre part, informer et conseiller l'exécutif sur la nature et les causes de ces menaces.

[1] Éric DENÉCÉ, *Les services secrets français sont-ils nuls* ? Editions Ellipses, Paris, 2012, p.80

Cela veut dire que les agences de renseignement jouent un rôle à la fois passif et actif. « Informer » l'exécutif concernant les menaces internes et les capacités des menaces potentielles est passif et se rapporte au processus de renseignement, tandis que « soutenir les autorités politiques » ou les stratégies établies par les décideurs politiques est plus actif et fait référence aux actions secrètes et aux opérations de contre-espionnage.[2]

De là, nous pouvons conclure qu'il existe six fonctions communes à la plupart des services de renseignement dans le monde : (1) Obtenir des informations difficiles d'accès. Dans cette perspective, les services de renseignement doivent procurer à l'Etat des informations d'une importance stratégique, protégées par ceux qui les détiennent ; (2) Détecter les menaces contre les intérêts de l'Etat, de ses ressortissants et de ses alliés ; (3) Décrypter les stratégies cachées en permettant au gouvernement de connaître les manœuvres secrètes de ses adversaires et partenaires afin de pouvoir les devancer ; (4) Faire la diplomatie secrète en établissant et en entretenant des contacts secrets avec les adversaires, ce qui est utile en situation de conflit et permet de réduire les risques d'aggravation des différends entre les Etats ; (5) Influer secrètement sur les événements régionaux et mondiaux à travers des actions clandestines pour les orienter en faveur de son gouvernement, protéger ses intérêts ou éliminer des adversaires ; (6) Neutraliser les moyens d'information et d'action des adversaires afin de garder un avantage sur eux. Cette fonction est réalisée à travers les actions de contre-espionnage et de tromperie qui permettent d'affaiblir les capacités des appareils de renseignement et de compréhensions adverses.

Pour remplir ces six fonctions, tout service de renseignement a besoin des ressources financières et technologiques adéquates et un personnel bien formé. Ce qui est loin d'être le cas en République démocratique du Congo. Dans ce pays, les services de renseignement sont faussement accusés d'être nuls alors qu'ils font leur mieux avec peu de ressources. Ces services sont victimes de la méfiance des décideurs politiques qui devraient plutôt réfléchir sur la manière de les rendre plus performants. Cette difficile relation entre les services de renseignement et les autorités politiques a souvent conduit à la politisation du renseignement en République démocratique du Congo, un phénomène à la base de la fin tragique du régime du Président Mobutu.

II. LA POLITISATION DU RENSEIGNEMENT

Il existe plusieurs significations pour le terme 'politisation du renseignement'. Le renseignement est politisé lorsqu'il devient un point de discorde entre des groupements politiques. C'est ce qu'on appelle la « politisation partisane ». Le renseignement est également politisé lorsqu'il est impliqué dans les choix de politiques publiques et l'ordre du pouvoir, ce que l'on appelle la « politisation bipartisane ». Enfin, le renseignement est politisé lorsque ses estimations sont influencées par des positions politiques préétablies, ce que l'on appelle le « renseignement pour plaire ».

L'appui des services de renseignement américains à l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein est un bel exemple de la politisation du renseignement. En effet, pour préparer la mise en guerre contre l'Irak, entre l'été 2002 et le mois de mars 2003, l'Administration Bush a déployé des appareils de propagande à la hauteur des enjeux politiques et stratégiques.[3] L'Administration Bush avait déjà pris la décision d'en finir avec le Président Saddam Hussein mais, pour y arriver, il devait en premier lieu convaincre l'opinion nationale américaine sans le soutien de laquelle aucune action militaire n'aurait été possible. Il demanda alors aux services de renseignement de produire des renseignements qui confirment la possession des armes de destruction massive par la République d'Irak. Ainsi, les services de renseignement américains produisirent des renseignements pour plaire bien qu'ils savaient que la République d'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive.

La politisation du renseignement entraîne plusieurs conséquences. La première est qu'une fois qu'un service de renseignement est politisé, il produit généralement des informations biaisées qui soutiennent certaines options politiques. La seconde conséquence est qu'un service de renseignement politisé peut également manipuler l'élaboration des politiques publiques et de la politique étrangère ou de défense dans une certaine direction.

---

[2] John KASUKU, *Intelligence reform in the post-dictatorial Democratic Republic of Congo: a critical analysis of DRC's intelligence service*, Globethics, Geneva, 2016

[3] Franc DANINOS, « Renseignement, politique et propagande en guerre contre l'Irak », dans DENÉCÉ, E. (sd), *Renseignement, médias et démocratie*, Editions Ellipses, Paris, 2009, p.161

Pendant la période du Président Mobutu, les services de renseignement, qui comptaient parmi les plus performants du continent africain grâce à l'appui de la CIA et du MOSSAD, étaient déjà au courant de la décision des puissances occidentales de mettre fin à leur appui au régime dictatorial et d'instaurer la démocratie dans le pays. Alors que tous les signaux étaient au rouge, les services continuaient à produire des renseignements qui faisaient croire au Président Mobutu que tout allait bien. Ceci est un autre cas de politisation du renseignement qui, contrairement au cas de politisation du renseignement américain par l'Administration Bush, provient des services de renseignement eux-mêmes. Les services de renseignement peuvent donc régler des comptes à n'importe quel homme politique grâce au pouvoir émanant de la connaissance qu'ils détiennent. C'est pour cette raison qu'ils sont considérés comme un couteau à double tranchant.

Les services de renseignement gonflent parfois leurs rapports, soit pour résister aux réductions de leurs budgets, soit pour dissuader le gouvernement d'aller vers une guerre que l'armée ne se sent pas capable de gagner.[4] Mais lorsque les autorités s'aperçoivent des exagérations du renseignement, elles perdent toute confiance dans les services et la qualité de ses analyses. Finalement, leurs rapports seront écartés du processus de décision politique.[5] Le manque de confiance entre les services de renseignement et les politiciens est un danger contre la sécurité nationale, et doit être évité à tout prix.

Certains experts considèrent la politisation du renseignement comme dangereuse, mais d'autres la considèrent comme une relation naturelle qui émerge entre les décideurs politiques et les analystes.[6] La politisation du renseignement est mauvaise parce que la manipulation du renseignement conduit à des évaluations profondément inexactes et trompeuses, et elle nuit également à la qualité à long terme des relations entre le renseignement et les politiques. La politisation du renseignement conduit souvent à l'échec du renseignement.

III. LE REVERS DU RENSEIGNEMENT

La plupart de grandes guerres depuis 1939 ont commencé par des attaques surprises.[7] L'élément de surprise dans la plupart de ces attaques est injustifié et des preuves substantielles d'une attaque imminente sont souvent à la disposition des victimes avant les faits. L'incidence élevée de la surprise est donc en elle-même surprenante.

Les raisons de l'échec du renseignement sont des notions préconçues, la mauvaise appréciation des priorités stratégiques, la pression bureaucratique ou politisation. Le déboire du renseignement est principalement le résultat d'une pensée au sein d'un groupe, d'un consensus excessif, et de l'incapacité à remettre en question les hypothèses de la politisation du renseignement. Le sentiment le plus évident d'échec du renseignement est un décalage entre les estimations et ce que révèlent les informations ultérieures. La pensée du groupe signifie que les membres d'un petit groupe au sein d'un service de renseignement ont tendance à rechercher le confort et la confiance qui découlent de l'accord mutuel et de l'approbation. Ces membres sont très soudés et s'abstiennent de perturber le consensus du groupe et craignent les pensées dérangeantes.

La pression de la conformité et le renforcement mutuel au sein des agences de renseignement peuvent conduire à la production de fausses évaluations. En raison d'un consensus excessif, une fois que quelque chose est considérée comme valide par une majorité de personnes au sein d'un groupe, d'autres le croiront sans autre examen. Cette conformité irréfléchie est un danger en soi pour toute agence de renseignement, car elle renforce et perpétue les idées reçues qui empêchent le personnel du renseignement de sortir des sentiers battus.

Les revers du renseignement proviennent également de l'hypothèse que les faits parlent d'eux-mêmes. Une fois que les services de renseignement ont établi que le comportement de leur cible est cohérent, ils peuvent construire un certain nombre d'hypothèses sur la nature cohérente de ses décisions

[4] Peter JACKSON, « La politisation du renseignement en France (1933-1939) », in George-Henri Soutou, Jacques Frémeaux et Olivier Forcade (dir.), *L'exploitation du renseignement*, Economica, Paris, 2001, p.62
[5] Franck DANINOS, *La double défaite du renseignement américain*. Editions Ellipses, Paris, 2006, p.203
[6] Harry RANSOM, 'The Politicisation of Intelligence', in Johnson, L. and Wirtz, J. (eds.) *Strategic Intelligence: Windows into a Secret World. An Anthology,* Roxbury Publishing Company, Los Angeles, 2004, p.171
[7] Richard BETTS, 'Surprise despite warning, why sudden attacks succeed', in Christopher Andrew, Richard Aldrich and Wesley Wark (Eds.), *Secret Intelligence: a reader, Second Edition.*, Routledge, London and New York, 2020, pp.107-124

et de son comportement immuable. Toute prédiction faite sur le comportement futur de la cible, est basée sur toutes ces hypothèses sans réexaminer certaines d'entre elles.

IV. LE RENVERSEMENT DU PRESIDENT MOBUTU ET L'ASSASSINAT DU PRESIDENT LAURENT-DESIRE KABILA COMME REVERS DU RENSEIGNEMENT

Sur le plan pratique, le revers de renseignement se produit dans deux cas. Dans le premier, les services de renseignement produisent des renseignements qu'ils mettent à la disposition des décideurs, mais ces derniers ne les utilisent pas toujours dans la prise de décision pour des raisons qui leur sont propres, ou les utilisent en retard. Lorsque les décisions prises ne produisent pas des résultats positifs, on parle d'échec de renseignement mais les services de renseignement n'en porteront pas des responsabilités.

Dans le deuxième cas, on parle d'échec de renseignement lorsque les services de renseignement n'arrivent pas à prédire ou détecter les menaces aux intérêts de l'Etat et produisent des renseignements erronés à cause soit de leur inefficacité, soit de leur politisation. Lorsque les décideurs politiques ou militaires prennent des décisions sur base de ces renseignements erronés, le résultat ne peut qu'être négatif, et il est évident que les services de renseignement seront à blâmer pour ce cas d'échec de renseignement.

Dans le cas de deux échecs de renseignement sous analyse dans cet article, il serait moins rationnel de croire que le régime du Président Mobutu est tombé par surprise et d'autre part, qu'aucune des agences de renseignement de la République n'avait des informations sur le plan d'assassinat imminent du Président Laurent-Désiré Kabila. La fin tragique des régimes de Mobutu et de Kabila senior sont des cas illustratifs d'échec du renseignement dans lesquels se trouve une dose non négligeable de politisation du renseignement.

Le Président Mobutu a payé le prix de sa propre politisation des services de renseignement. Vers les dernières années de son règne, les services de renseignement étaient très politisés et centrés sur l'intérieur, car ils avaient pour cibles principales de surveillance l'opposition politique et l'armée. Cette armée qui le protégeait était devenue un danger pour son régime, car nombreux parmi les officiers ne supportaient plus le tribalisme à outrance qui y régnait. Aussi, en raison de la manipulation délibérée de l'appartenance ethnique, des conflits ont apparu entre et au sein des agences de renseignement. Ces conflits ont été si violents qu'ils ont gravement affecté l'objectivité, la loyauté et l'efficacité des services de renseignement congolais.[8] Ainsi, les services de renseignement n'ont pas réussi à comprendre et à conseiller le Président Mobutu sur les changements dans l'équilibre des pouvoirs qui s'opéraient dans la région des Grands Lacs. Cet aveuglement des services de renseignements a conduit Mobutu à faire des mauvais choix stratégiques, ce qui a, malheureusement, conduit à la disparition de son régime.

Le Président Kabila senior a lui payé le prix de son échec à doter le pays d'un système de renseignement digne de son nom et capable de décrypter les stratégies cachées des adversaires et partenaires de la république, de détecter les menaces contre les intérêts du pays et d'influer secrètement sur les événements mondiaux. Les responsabilités des services de renseignement congolais dans l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila peuvent donc être situées au niveau de leur incapacité à fournir des indications et des avertissements précoces sur les intentions des États et des acteurs non étatiques hostiles ou potentiellement hostiles, ainsi qu'un aperçu de leurs capacités.

CONCLUSION

Le renversement du Président Mobutu par les rebelles de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo et l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila dans son cabinet de travail à Kinshasa, sont pour beaucoup de gens, deux revers qui ont dévoilé au grand public l'incapacité des services de renseignement congolais à protéger le pays, ses institutions et ses intérêts. Ces services, qui ont longtemps été perçus comme des ennemies du peuple, auront du mal à redorer leur image ternie aussi longtemps que les autorités nationales ne comprendront pas la nécessité et l'urgence pour un pays aussi stratégiquement important que la RDC à rendre son système de renseignement performant.

[8] Honoré N'GBANDA, *Ainsi sonne le glas : les derniers jours du Marechal Mobutu,* Paris : Gideppe, 1998, p.52

Après cette double défaite de renseignement, le rôle, les missions et les méthodologies de travail des services de renseignement congolais devraient être évalués et réexaminés en permanence. L'instauration d'une culture du renseignement qui reflète la manière dont la RDC perçoit, organise et utilise l'information stratégique pour assurer sa sécurité, sa stabilité et ses intérêts à l'échelle nationale et internationale, doit être une priorité pour le gouvernement. Cette nouvelle culture du renseignement devra englober non seulement la manière dont les agences de renseignement et les responsables politiques perçoivent et intègrent les renseignements dans la prise de décision nationale, mais aussi les aspects techniques du renseignement.

Et pour rétablir la confiance entre la population et les services de renseignement, des mécanismes efficaces de contrôle des activités des services de renseignement doivent être mis en place. Ce contrôle démocratique doit se faire, d'un côté, de manière formelle par les pouvoirs exécutif, judicaire et législatif, et de l'autre côté, de manière informelle par les médias, les Eglises et les organisations de la société civile pour s'assurer que les actions des services de renseignement respectent l'État de droit, les valeurs démocratiques et les droits humains.[9] Ceci permettra à la RDC de concilier la nécessité de protéger la sécurité nationale avec les principes de transparence, de responsabilité et de respect des libertés individuelles et collectives.

BIBLIOGRAPHIQUE

- BETTS, R., «Surprise despite warning, why sudden attacks succeed», in Christopher Andrew, Richard Aldrich and Wesley Wark (Eds.), *Secret Intelligence: a reader,* Second Edition, Routledge, London and New York, 2020.
- DANINOS, F., « Renseignement, politique et propagande en guerre contre l'Irak », in Éric Denécé, E. (dr.), *Renseignement, médias et démocratie*, Paris, éditions Ellipses, 2009.
- DANINOS, F., *La double défaite du renseignement américain*, Paris, éditions Ellipses, 2006.
- DENÉCÉ, E., *Les services secrets français sont-ils nuls* ? Paris, éditions Ellipses, 2012.
- JACKSON, P., « La politisation du renseignement en France (1933-1939) », in George-Henri Soutou, Jacques Frémeaux et Olivier Forcade (dir.), *L'exploitation du renseignement*, Paris, Economica, 2001.
- KASUKU, J. , *Intelligence reform in the post-dictatorial Democratic Republic of Congo: a critical analysis of DRC's intelligence service*, Globethics, Geneva, 2016.
- MUADI, M.T., « Mécanismes de contrôle démocratique des services de renseignement en République démocratique du Congo : enjeux et perspectives », *Intelligence Stratégique*, Volume 7, Numéro 18, avril-juin 2024.
- N'GBANDA, H., *Ainsi sonne le glas : les derniers jours du Marechal Mobutu,* Paris, Gideppe, 1998.
- RANSOM, H., «The Politicisation of Intelligence», in Johnson, L. and Wirtz, J. (eds.) *Strategic Intelligence: Windows into a Secret World. An Anthology,* Roxbury Publishing Company, Los Angeles, 2004.

[9] Tryphène MUADI MVULA, « Mécanismes de contrôle démocratique des services de renseignement en République démocratique du Congo : enjeux et perspectives », *Intelligence Stratégique*, Volume 7, Numéro 18, Avril-Juin 2024.